

Service environnement
19 rue Montesquieu
BP 90795
85000 La Roche-Sur-Yon

La Roche-Sur-Yon, le 18 février 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GAEC LES TERRAVIES

La Limouzinière
St Sulpice-le-Verdon
85260 MONTREVERD

Nos Références : 25-0315 CA

Code AIOT : 0058503415

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11 février 2025 dans l'établissement GAEC LES TERRAVIES, implanté à La Limouzinière – St Sulpice le Verdon - 85260 MONTREVERD. L'inspection a été annoncée le 27/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

inspection dans le cadre du plan pluriannuel des contrôles en installation autorisée

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GAEC LES TERRAVIES
- La Limouzinière – St Sulpice le Verdon - 85260 MONTREVERD
- Code AIOT : 0058503415
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le GAEC LES TERRAVIES, constitué de 5 associés gère 3 installations classées :

- sur le site de la Limouzinière, un élevage de poulettes futures pondeuses (arrêté d'autorisation 2006-470 du 14/11/2006 pour 106000 animaux)
- sur le site de la Fresnière, un élevage laitier (arrêté d'enregistrement 2023-114 du 26/05/2023 pour 230 vaches laitières)
- sur le site de l'Audrenière, un élevage d'engraissement (lettre préfectorale du 31/05/2023 pour 70 bovins en régime de déclaration)
- sur le site de la Siffraire, l'élevage cunicole est arrêté (11700 lapins en régime de déclaration).

Le GAEC exploite une SAU de 580 ha qui permet la gestion de l'épandage des effluents des 3 sites sans import, ni export d'effluents d'élevage.

L'inspection du jour est effectuée à la Limouzinière dans l'élevage de poulettes.

L'exploitation située hors zone de répartition des eaux (ZRE) dispose d'un forage déclaré en DDTM en 2014 pour 14000 m³/an (rubrique iota 1.1.1.0 et 1.1.2.0).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	conforme
2	Installations électriques et techniques – Plans – FDS	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	conforme
3	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	conforme
4	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41	conforme
5	Émissions atmosphériques d'ammoniac	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	conforme

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le GAEC LES TERRAVIES doit fournir l'imprimé CERFA 15275*04 pour la cessation de l'activité cunicole sur le site de la Siffraire, même si l'installation reste fonctionnelle, en particulier sur les capacités à stocker des effluents liquides dans 2 fosses (l'une en géomembrane et l'autre en béton).

Par ailleurs, rappel sur l'archivage (papier ou informatique) de toutes les fiches de données de sécurité des produits dangereux, biocides, produits phytosanitaires, fioul, gaz... et sur la mise à jour du plan des zones à risque (stockage fioul, engrais, ...).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13

Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie

Prescription contrôlée :

L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.

A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.

La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.

Ces moyens sont complétés :

- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;
- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.

Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.

Leur localisation figure sur un plan de l'installation. Le cas échéant, le plan est mis à jour au plus tard le 1er janvier 2024.

Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.

Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;
- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;
- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;
- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;

ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.

Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Constats :

- Point d'eau naturel référencé n° 272-0024 validé par le SDIS85 le 06/03/2024 à 150 m des bâtiments de volailles
- 12 extincteurs sur l'ensemble des sites ICPE DU GAEC LES TERRAVIES (dont 3 à la Limouzinière et 2 à la Siffraire) contrôlés par la SAFE le 24/01/2025
- fiche des numéros d'appel d'urgence affichées dans chaque sas.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Installations électriques et techniques – Plans – FDS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14

Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie

Prescription contrôlée :

Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.

L'exploitant tient également à disposition les éléments justifiant que les moyens de lutte contre l'incendie prévus à l'article 13, notamment les extincteurs, sont correctement entretenus.

Le ou les plans faisant figurer les informations prévues aux articles 8 et 13, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, le plan des réseaux de collecte des effluents mentionné à l'article 23, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.

Constats :

Installations électriques et techniques vérifiées par Veritas le 30/12/2024. Anomalie sur des flexibles de gaz corrigée le 31/01/2025.

Fiches de données de sécurité stockées sur l'ordinateur. Rappel sur la nécessaire mise à jour des produits dangereux (biocides, produits phyto mais aussi fioul, gaz...)

Plan des zones à risque présent, à mettre à jour sur le stockage d'engrais, les cuves à fioul

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18

Thème(s) : Élevage, Pollution

Prescription contrôlée :

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.

En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.

Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du même code.

Constats :

L'élevage est alimenté par un forage déclaré (14000 m³/an). Il est protégé par un cuvelage béton et couvert, situé sur le terrain de la maison de l'exploitant.

L'eau du réseau est utilisée très rarement mais le local de répartition du réseau sur le site est équipé d'un système de disconnexion.

La consommation d'eau d'abreuvement est comptabilisée en temps réel sur l'outil de suivi avitouche. Par exemple, le 10/02/2025, consommation de 1786 l soit 1,7 m³. Le lavage est estimé à 400 m³/an.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mise en œuvre des MTD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation autorisée après la parution des conclusions MTD met en œuvre les meilleures techniques disponibles. Sans préjudice des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'exploitant choisit, précise et justifie dans le dossier de demande d'autorisation les meilleures techniques disponibles qu'il met en œuvre, au sein du document prévu à l'article R. 515-59 du code de l'environnement. L'installation respecte les niveaux d'émission. L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés.
Constats : MTD3/MTD4 : L'alimentation des poulettes est multiphase. MTD8 : Les bâtiments sont isolés, ventilés de façon dynamique, chauffage (4 canons à gaz par bâtiment) et éclairage led 2022, pipettes pour l'abreuvement. MTD31 : Tapis de collecte avec séchage des fientes et stockage en bâtiments qui peuvent être fermés (ouverts le jour de l'inspection mais sans odeur et sans mouche). MTD5/MTD6 : Registre enregistrant la consommation d'eau sur le site avitouche. MTD 10/13 : pas de tiers à la limouzinière. MTD24/25/27/28 : Emissions et excréments d'azote, ammoniac, poussières, méthane, protoxyde d'azote conformes (cf gerep 2024). MTD6 : Eaux résiduelles ou eaux d'incendie stockables dans une fosse dédiée attenante au bâtiment V1.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Émissions atmosphériques d'ammoniac

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. » Pour les exploitants des installations autorisées avant la parution des conclusions MTD, la première déclaration est faite début 2021 pour les émissions de l'année 2020
Constats : L'exploitant déclare annuellement les émissions atmosphériques d'ammoniac sur le site dédié. La déclaration GERE 2024 au titre de 2023 a été effectuée le 05/03/2024. Celle au titre de 2024 sera à effectuer avant le 31/03/2025.
Type de suites proposées : Sans suite